

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE L'ETAT DANS LE VAL-D'OISE

Décembre 2017 - RAAE n° 71 du 29 décembre 2017  
publié le 29 décembre 2017

Préfecture du Val-d'Oise  
Direction de la Coordination et de l'Appui Territorial  
Bureau de la coordination administrative  
CS 20105 - Avenue Bernard Hirsch  
95010 CERGY-PONTOISE

Tél. 01 34 20 29 39  
Fax 01 77 63 60 11  
mél : [courrier@val-doise.gouv.fr](mailto:courrier@val-doise.gouv.fr)

L'intégralité du recueil est consultable en préfecture  
et sur le site Internet de la préfecture du Val-d'Oise : [www.val-doise.gouv.fr](http://www.val-doise.gouv.fr)

# PREFECTURE DU VAL-D'OISE

## EGALITE DES CHANCES

Arrêté n° 2017-02 du 20 novembre 2017 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humaines aux fins d'exploitation sexuelle du Val-d'Oise 001

## DIRECTION DE LA CITOYENNETE ET DE LA LEGALITE

### Bureau de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Arrêté interpréfectoral n° 75-2017-12-28-001 du 28 décembre 2017 portant adhésion à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 des établissements publics territoriaux Boucle Nord de Seine (T5), Paris Terres d'Envol (T7) et Grand Paris Sud Est Avenir (T11) au syndicat des eaux d'Ile-de-France (SEDIF) 003

Arrêté n° A 17-134-SRCT actant la fin de l'exercice des compétences et la liquidation du syndicat mixte d'étude et de programmation de l'Ouest de la Plaine de France (SMEP) au 1<sup>er</sup> avril 2017 007

### Bureau des finances locales

Arrêté n° A17-485 du 19 décembre 2017 arrêtant la décision modificative n° 1 du budget principal de la communauté d'agglomération Argenteuil-Bezons au titre du budget 2016 valant budget de liquidation 015

Arrêté n° A17-486 du 19 décembre 2017 arrêtant la décision modificative n° 1 du budget annexe de la communauté d'agglomération Argenteuil-Bezons au titre du budget 2016 valant budget de liquidation 019

Arrêté n° A17-487 du 19 décembre 2017 arrêtant la décision modificative n° 1 du budget annexe création-innovation de la communauté d'agglomération Argenteuil-Bezons au titre du budget 2016 valant budget de liquidation 023

## AGENCE REGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE

### DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DU VAL-D'OISE

#### Département Ville-Hôpital

Arrêté n° DOS-2017-2140 du 21 décembre 2017 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires de la région Ile-de-France 027

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU VAL-D'OISE

Liste à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2018 des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts 033

Arrêté n° 2017-112 du 20 décembre 2017 portant fermeture exceptionnelle des services de la direction départementale des finances publiques du Val-d'Oise les 30 avril, 24 décembre et 31 décembre 2018 035

PRÉFET  
DU VAL-D'OISE

**ARRÊTÉ n° 2017 - 02**

**Relatif à l'organisation et au fonctionnement de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle du Val-d'Oise.**

Le Préfet du Val-d'Oise  
Officier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 121-9 et R. 121-12-7;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R. 133-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2016-1467 du 28 octobre 2016 relatif au parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle et à l'agrément des associations participant à son élaboration et à sa mise en œuvre ;

Vu l'arrêté préfectoral de création et composition de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle du Val-d'Oise ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La commission de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle prévue par l'arrêté préfectoral n°2017- 01 du 6 novembre 2017 est placée sous l'autorité du Préfet.

Elle élabore et met en œuvre les orientations stratégiques en matière de prévention et de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains. Elle met notamment en place une politique coordonnée d'actions en faveur des victimes de prostitution et d'exploitation sexuelle. À ce titre elle se réunit au moins une fois par an pour faire le bilan de la politique départementale en la matière et déterminer les priorités d'action à venir.

La commission départementale a également pour mission de rendre un avis sur les demandes d'engagement dans un parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle transmises par les associations agréées à cet effet, ainsi que les demandes de renouvellement afférentes.

**Article 2**

La commission est présidée par le Préfet ou son représentant. Elle se réunit sur convocation du Préfet ou son représentant. Cette convocation fixe l'ordre du jour et est envoyée par tout moyen, y compris par télécopie ou courrier électronique. Il en est de même des pièces ou documents nécessaires à la préparation de la réunion ou établis à l'issue de celle-ci.

### **Article 3**

Le quorum est atteint lorsqu'au moins la moitié des membres composant la commission sont présents. Lorsqu'il n'est pas atteint, la commission délibère valablement à la réunion suivante pour laquelle la convocation mentionne un ordre du jour identique.

Dans le cadre de l'avis qu'elle doit rendre sur les demandes d'engagement ou de renouvellement des parcours de sortie de la prostitution qui lui sont soumises, la commission se prononce à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Le président de la commission a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

### **Article 4**

La commission examine les demandes d'engagement ou de renouvellement de parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle qui lui sont soumises par les associations agréées.

Conformément à l'article R.121-12-7 du code de l'action sociale et des familles, le représentant d'une association agréée ne peut siéger lorsque la commission statue sur la situation individuelle d'une personne dont l'association a assuré l'instruction. Il ne participe donc pas aux délibérations de la commission sur ce cas particulier.

Les avis rendus en séance font l'objet d'un procès-verbal transmis à l'ensemble des membres de la commission.

### **Article 5**

Le président de la commission peut décider qu'une délibération sera organisée au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence audiovisuelle, ou par tout procédé assurant l'échange d'écrits transmis par voie électronique.

La validité des délibérations est subordonnée à la mise en œuvre d'un dispositif permettant l'identification des participants et au respect de la confidentialité des débats vis-à-vis des tiers.

Les membres de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle sont soumis à un principe de confidentialité des informations reçues dans l'exercice de leurs fonctions. A ce titre, ils s'engagent à ne pas divulguer en dehors du cadre des échanges de la commission départementale les informations personnelles ou à caractère confidentiel dont ils auraient pu avoir connaissance, par le biais de l'examen des situations individuelles qui sont soumises à l'avis de la commission.

### **Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise et la préfète déléguée pour l'égalité des chances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-d'Oise.

Fait à Cergy le **20 NOV. 2017**

Le Préfet du Val-d'Oise

Jean-Yves LATOURNERIE



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE  
PRÉFET DE PARIS

PRÉFECTURE DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE  
PRÉFECTURE DE PARIS

PRÉFECTURE DE SEINE-ET MARNE

PRÉFECTURE DES YVELINES

PRÉFECTURE DE L'ESSONNE

PRÉFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PRÉFECTURE DU VAL-DE-MARNE

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

**Arrêté interpréfectoral n°75-2017-12- 28-001 en date du 28 décembre 2017  
portant adhésion à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018  
des établissements publics territoriaux Boucle Nord de Seine (T5),  
Paris Terres d'Envol (T7) et Grand Paris Sud Est Avenir (T11)  
au Syndicat des eaux d'Île-de-France (SEDIF)**

Le préfet de la région d'Île-de-France,  
préfet de Paris,

La préfète de Seine-et-Marne,

Le préfet des Yvelines,

La préfète de l'Essonne,

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Le préfet de la Seine-Saint-Denis,

Le préfet du Val-de-Marne,

Le préfet du Val-d'Oise,

Publié le 28 décembre 2017 au Recueil des actes administratifs spécial du département de Paris n°75-2017-458

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5219-5, L. 5211-18 et L. 5211-61 ;

Vu le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 23 décembre 1922 autorisant la création du Syndicat des Communes de la Banlieue de Paris pour les eaux ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 8 avril 1988 autorisant la modification de la dénomination du Syndicat des communes de la Banlieue de Paris pour les Eaux en Syndicat des Eaux d'Île-de-France « SEDIF » ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2002-150-1 du 30 mai 2002 autorisant les modifications statutaires transformant le SEDIF en syndicat mixte et portant adhésion des communautés d'agglomération du Val de Bièvre et de Clichy-sous-Bois / Montfermeil ;

Vu la délibération n° 2017/S04/019 du conseil de territoire de l'établissement public territorial Boucle Nord de Seine, prise en séance tenue le 22 juin 2017, sollicitant l'adhésion de l'établissement public territorial au SEDIF pour le périmètre des communes déjà adhérentes au SEDIF, à savoir Argenteuil (95) et Clichy-la-Garenne (92) ;

Vu la délibération n° 54 du conseil de territoire de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol, prise en séance tenue le 29 mai 2017, sollicitant l'adhésion de l'établissement public territorial au SEDIF pour le périmètre des communes déjà adhérentes au SEDIF, à savoir Aulnay-sous-Bois (93), Drancy (93), Dugny (93), Le Bourget (93) et Sevran (93) ;

Vu la délibération n° CT2017.4/05163 du conseil de territoire de l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir, prise en séance tenue le 21 juin 2017, sollicitant l'adhésion de l'établissement public territorial au SEDIF pour le périmètre des communes déjà adhérentes au SEDIF, à savoir Alfortville (94) et Chennevières-sur-Marne (94) ;

Vu la délibération n° 2017-01 du comité du Syndicat des Eaux d'Île-de-France du 29 juin 2017 donnant un avis favorable à l'adhésion des établissements publics territoriaux Boucle Nord de Seine, Paris Terres d'Envol et Grand Paris Sud Est Avenir ;

Vu la lettre de notification du président du SEDIF de la délibération précitée aux collectivités adhérentes par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 21 juillet 2017 ;

Considérant que les conditions de majorité requises sont remplies ;

Sur la proposition du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, des préfètes des départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne, des préfets des départements des Yvelines, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise ;

## ARRÊTENT :

**Article 1 :** Sont autorisés à adhérer au Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) pour l'exercice de la compétence eau potable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

- L'établissement public territorial Boucle Nord de Seine (T5) pour le territoire des communes d'Argenteuil (95) et de Clichy-la-Garenne (92) ;

- l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol (T7) pour le territoire des communes d'Aulnay-sous-Bois (93), de Drancy (93), de Dugny (93), du Bourget (93) et de Sevran (93) ;

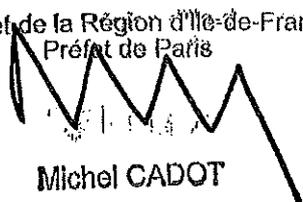
- l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir (T11) pour le territoire des communes d'Alfortville (94) et de Chennevières-sur-Marne (94).

**Article 2 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, les secrétaires généraux des préfectures de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, et du Val-d'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et inséré au recueil des actes administratifs de chacune de ces préfectures.

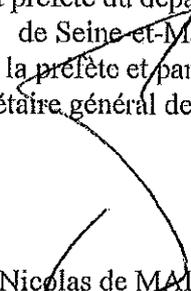
Fait à Paris, le **28 DEC. 2017**

Le préfet de la région d'Île-de-France,

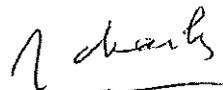
Le Préfet de la Région d'Île-de-France,  
Préfet de Paris

  
Michel CADOT

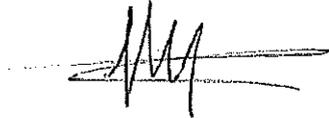
La préfète du département  
de Seine-et-Marne,  
Pour la préfète et par délégation  
le secrétaire général de la préfecture

  
Nicolas de MAISTRE

Le préfet du département  
des Yvelines,  
Pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général de la préfecture

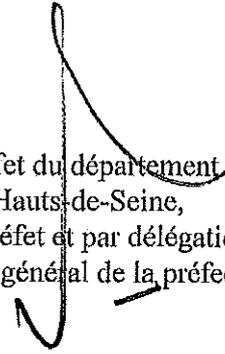
  
Julien CHARLES

La préfète du département  
de l'Essonne,  
Pour la préfète et par délégation  
le secrétaire général de la préfecture



Mathieu LEFEBVRE

Le préfet du département  
des Hauts-de-Seine,  
Pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général de la préfecture



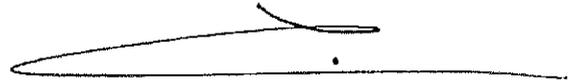
Vincent BERTON

Le préfet du département  
de la Seine-Saint-Denis,  
Pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général de la préfecture



Jean-Sébastien LAMONTAGNE

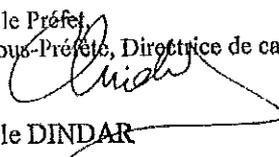
Le préfet du département  
du Val-de-Marne,  
Pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général de la préfecture



Christian ROCK

Le Préfet du département  
du Val-d'Oise  
Pour le préfet et par délégation

Pour le Préfet  
La Sous-Préfète, Directrice de cabinet



Cécile DINDAR

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de deux mois à compter de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA  
CITOYENNETÉ ET DE LA  
LÉGALITÉ

Bureau de l'intercommunalité  
et du contrôle de légalité

A 17-134-SRCT

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**ACTANT LA FIN DE L'EXERCICE DES COMPÉTENCES ET LA LIQUIDATION DU SYNDICAT  
MIXTE DE PROGRAMMATION DE L'OUEST DE LA PLAINE DE FRANCE (SMEP)  
AU 1ER AVRIL 2017**

~\*~\*~\*~\*

**LE PRÉFET DU VAL-D'OISE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE.**

~\*~\*~\*~\*

**VU** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée, notamment son article 11 IV et V ;

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612-1 à 1612-20, L. 5212-33, L. 5211-25-1, L. 5211-26, et L 5214-21 ;

**VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L143-12 et L 143-16 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 mars 1991 autorisant la création du syndicat d'études et de programmation de l'ouest de la Plaine de France entre les communes d'Attainville, Baillet-en-France, Belloy-en France, Saint-Leu-la-Forêt, Bouffémont, Chauvry, Domont, Ezanville, Le Mesnil-Aubry, Maffliers, Montsault, Nerville-la-Forêt, Piscop, Saint-Brice-sous-forêt, Saint-Martin-du-Tertre, Seugy, Viarmes, Villaines-sous-Bois et Villiers-Adam ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2001 autorisant la modification des statuts du Syndicat intercommunal d'études et de programmation de l'Ouest de la Plaine de France qui devient « *Syndicat Mixte d'Études et de Programmation de l'Ouest de la Plaine de France* » (SMEP) ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2004 autorisant la modification des statuts du SMEP ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2009 portant retrait de la commune du Mesnil-Aubry du SMEP ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2010 portant modification des articles 1 et 5 des statuts du SMEP ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°A15-592 du 25 novembre 2015 portant fusion de la Communauté d'Agglomération de la Vallée de Montmorency (CAVAM) et de la Communauté de Communes de l'Ouest de la Plaine de France (CCOPF) et extension de périmètre aux communes de Montlignon et Saint Prix au 1er janvier 2016 entraînant le retrait des sept communes anciennement membres de la CCOPF du SMEP et adhésion de plein droit de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée au SMEP

**VU** l'arrêté préfectoral n° A16-466 du 20 décembre 2016 portant fusion des communautés de communes Carnelle-Pays de France et du Pays de France entraînant la substitution au sein du SMEP de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion, la Communauté de Communes Carnelle Pays- de- France aux communes anciennement membres de la Communauté de Communes Carnelle-Pays de France ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°A16-405 du 15 novembre 2016 portant extension de périmètre de la Communauté de Communes du Haut Val-d'Oise à la commune de Noisy-sur-Oise entraînant la substitution au sein du SMEP de la Communauté de communes ;

**VU** les délibérations des organes délibérants s'opposant à leur intégration de plein droit dans le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de l'Ouest de la Plaine de France des collectivités suivantes :

- |   |                  |
|---|------------------|
| 1) Communauté de communes Carnelle<br>-Pays de France                   | du 29 mars 2017  |
| 2) Communauté de communes de la Vallée de l'Oise<br>et des Trois Forêts | du 24 mars 2017  |
| 3) Communauté de communes du Haut Val-d'Oise                            | du 10 avril 2017 |

**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des Trois forêts s'est substituée au 1er janvier 2017 aux communes de Chauvry, Béthemont-la-Forêt, Villiers Adam, et Nerville la Forêt au sein du SMEP ;

**CONSIDÉRANT** que les communautés de communes de la Vallée de l'Oise et des Trois Forêts, Carnelle Pays- de- France, et du Haut Val-d'Oise se sont prononcées contre leur appartenance au SMEP dans les délais requis ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de délibération de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée, dans le délai de six mois prescrit à l'article L143-12 du code de l'urbanisme, soit le 1er juillet 2017, pour se retirer du SMEP, valant adhésion de fait au SMEP ;

**CONSIDÉRANT** que le SMEP ne compte dès lors plus qu'un seul membre, il est dissout de droit en application du a) de l'article L 5212-33 du CGCT et qu'il doit donc être mis fin à l'exercice de ses compétences avant de procéder à sa liquidation ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément aux dispositions de l'article L. 5212-33 du code général des collectivités territoriales, l'arrêté de dissolution détermine les conditions dans lesquelles le syndicat est liquidé ;

**CONSIDÉRANT** que la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée, seul membre du SMEP vient aux droits du syndicat.

**SUR** proposition de Mme la Secrétaire Générale par intérim de la préfecture du Val-d'Oise

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Il est pris acte de la fin de l'exercice des compétences et de la liquidation du Syndicat Mixte d'Études et de Programmation de l'Ouest de la Plaine de France (SMEP) au 1er avril 2017.

**ARTICLE 2** : Il revient à la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée de voter le compte administratif et de prendre en charge sur 2017 les dépenses réelles de fonctionnement suivantes :

|   |            |
|---|------------|
| Facture n° 16/2017 du 7 mars 2017, ECONOMIE AMENAGEMENT URBANISME   | 1 200,00 € |
| Indemnités des agents gestionnaires (charges incluses) :<br>- Agent technique : 2 012 € net + 196,08 € charges (URSSAF : 174 € - SOLIDARITE : 22,08 €) soit 2 208,08 €<br><br>Secrétaire administratif : 1 006 € net + 198,04 € charges (URSSAF : 87 € - SOLIDARITE : 11,04€) soit 1 204,04 €<br><br>Responsable comptable : 1 006 € net + 198,04 € charges (URSSAF : 87 € - SOLIDARITE : 11,04€) soit 1 204,04 € | 4 616,16 € |
| Indemnité du comptable (Mr Laurent AZOULAY)   | 123,65 €   |

**ARTICLE 3**: La dissolution emporte répartition de l'ensemble des comptes présents à la balance du SMEP figurant en annexe – déduction faite des mouvements financiers prévus à l'article 2 - entre l'ensemble des bénéficiaires, de manière équilibrée, en appliquant une répartition selon le critère de la population :

| EPCI FP intervenant en représentation-substitution des communes  | POPULATION MUNICIPALE 2013 | % DE LA POPULATION TOTALE |
|--|----------------------------|---------------------------|
| CA PLAINE VALLEE   | 179 684                    | 88,01 %                   |
| CC CARNELLE PAYS DE FRANCE   | 21 520                     | 10,56 %                   |
| CC HAUT VAL-D'OISE (pour le compte de NOISY)   | 682                        | 0,33 %                    |
| CC VALLEE DE L'OISE ET DES 3 FORETS pour le compte de :<br>- VILLIERS ADAM (843 soit 0,41%))<br>- CHAUVRY (307 soit 0,15 %)<br>- BETHEMONT LA FORET (434 soit 0,21 %)<br>- NERVILLE LA FORET(683 soit 0,33%) | 2267                       | 1,1 %                     |

Toutefois la somme de 1.74 € figurant au compte 47218 s'agissant d'un élément identifiable et non sécable sera transféré au profit de la CA PV, et le compte 515 servira alors de variable d'ajustement.

**ARTICLE 4 :** En absence de délibération de la CA Plaine Vallée, le SCoT OPF s'applique sur le territoire de l'ex-communauté de communes Ouest Plaine de France. La CA PV devra le réviser pour l'adapter à son territoire actuel et le régler.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera notifié au président du SMEP et aux présidents des EPCI anciennement membres et actuellement membres du SMEP. Il sera également publié aux recueils des actes administratifs des services de l'État dans les départements du Val-d'Oise.

**ARTICLE 6 :** En application des dispositions des articles R. 312-1, R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7 :** Mme la Secrétaire Générale par intérim de la préfecture du Val-d'Oise, M. le Sous-Préfet de Sarcelles, Mme la Directrice Départementale des Finances Publiques du Val-d'Oise, M. le Président du SMEP, MM. les Présidents des EPCI intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Cergy-Pontoise, le 28 DEC. 2017

Le Préfet

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de cabinet  
  
Cécile DINDAR

Annexe à l'annexe A 17 - 134 du  
28 décembre 2017 -



24806 SYNDM OUEST PLAINE DE FRANCE

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre  
arrêtée à la date du 20/12/2017

| Numéro de compte | Libellé du compte                | Balance d'entrée |           | Opérations non budgétaires |          | Opérations budgétaires |        | Total    |           | Soldes |           |
|------------------|----------------------------------|------------------|-----------|----------------------------|----------|------------------------|--------|----------|-----------|--------|-----------|
|                  |                                  | Débit            | Crédit    | Débit                      | Crédit   | Débit                  | Crédit | Débit    | Crédit    | Débit  | Crédit    |
| 10222            | FCIVA                            |                  | 44 672,49 |                            |          |                        |        |          | 44 672,49 |        | 44 672,49 |
|                  | Sous-total compte 102 :          |                  | 44 672,49 |                            |          |                        |        |          | 44 672,49 |        | 44 672,49 |
|                  | Sous-total compte 10 :           |                  | 44 672,49 |                            |          |                        |        |          | 44 672,49 |        | 44 672,49 |
| 110              | Report à nouveau solde créditeur |                  | 2 402,28  | 1 527,33                   |          |                        |        | 1 527,33 | 2 402,28  |        | 874,95    |
|                  | Sous-total compte 110 :          |                  | 2 402,28  | 1 527,33                   |          |                        |        | 1 527,33 | 2 402,28  |        | 874,95    |
|                  | Sous-total compte 11 :           |                  | 2 402,28  | 1 527,33                   |          |                        |        | 1 527,33 | 2 402,28  |        | 874,95    |
| 12               | Résultat exercice excéd déficit  | 1 527,33         |           |                            | 1 527,33 |                        |        | 1 527,33 | 1 527,33  |        |           |
|                  | Sous-total compte 12 :           | 1 527,33         |           |                            | 1 527,33 |                        |        | 1 527,33 | 1 527,33  |        |           |
|                  | Sous-total compte 12 :           | 1 527,33         |           |                            | 1 527,33 |                        |        | 1 527,33 | 1 527,33  |        |           |

## 24806 SYNDM OUEST PLAINE DE FRANCE

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 20/12/2017

| Numéro de compte | Libellé du compte                        | Balance d'entrée |            | Opérations non budgétaires |        | Opérations budgétaires |        | Total      |            | Soldes |            |
|------------------|--|------------------|------------|----------------------------|--------|------------------------|--------|------------|------------|--------|------------|
|                  |  | Débit            | Crédit     | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit | Débit      | Crédit     | Débit  | Crédit     |
| 1381             | Autres subv invest non transf Etat-epn   |                  | 62 051,10  |                            |        |                        |        |            | 62 051,10  |        | 62 051,10  |
| 1384             | Autres subv invest non transf Cnes       |                  | 16 300,00  |                            |        |                        |        |            | 16 300,00  |        | 16 300,00  |
|                  | Sous-total compte 138 :                  |                  | 78 351,10  |                            |        |                        |        |            | 78 351,10  |        | 78 351,10  |
|                  | Sous-total compte 13 :                   |                  | 78 351,10  |                            |        |                        |        |            | 78 351,10  |        | 78 351,10  |
|                  | Total classe 1 :                         | 1 527,33         | 1 527,33   |                            |        |                        |        | 3 054,66   | 126 953,20 |        | 123 898,54 |
| 202              | Frais réalisation doc urb et num cadast  | 305 944,67       |            |                            |        |                        |        | 305 944,67 |            |        | 305 944,67 |
|                  | Sous-total compte 202 :                  | 305 944,67       |            |                            |        |                        |        | 305 944,67 |            |        | 305 944,67 |
|                  | Sous-total compte 20 :                   | 305 944,67       |            |                            |        |                        |        | 305 944,67 |            |        | 305 944,67 |
| 2802             | Amort frais réal doc urb et num cadastre |                  | 286 185,21 |                            |        |                        |        |            | 286 185,21 |        | 286 185,21 |

## 24806 SYNDM OUEST PLAINE DE FRANCE

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 20/12/2017

| Numéro de compte | Libellé du compte                        | Balance d'entrée |            | Opérations non budgétaires |        | Opérations budgétaires |        | Total      |        | Soldes |            |
|------------------|--|------------------|------------|----------------------------|--------|------------------------|--------|------------|--------|--------|------------|
|                  |  | Débit            | Crédit     | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit | Débit      | Crédit | Débit  | Crédit     |
|                  | Sous-total compte 280 :                  |                  | 286 185,21 |                            |        |                        |        | 286 185,21 |        |        | 286 185,21 |
|                  | Sous-total compte 28 :                   |                  | 286 185,21 |                            |        |                        |        | 286 185,21 |        |        | 286 185,21 |
|                  | Total classe 2 :                         | 305 944,67       |            |                            |        |                        |        | 305 944,67 |        |        | 305 944,67 |
| 4411             | Etat aut coll publ subv à recev amiable  | 141,36           |            |                            | 141,36 |                        |        | 141,36     |        |        |            |
| 4416             | Etat aut col pub sub à recev contentieux |                  |            | 93,32                      |        |                        |        | 93,32      |        |        |            |
|                  | Sous-total compte 441 :                  | 141,36           |            | 93,32                      |        |                        |        | 234,68     |        |        |            |
|                  | Sous-total compte 44 :                   | 141,36           |            | 93,32                      |        |                        |        | 234,68     |        |        |            |
| 47218            | DACR - autres dépenses                   |                  |            | 1,74                       |        |                        |        | 1,74       |        |        | 1,74       |
|                  | Sous-total compte 472 :                  |                  |            | 1,74                       |        |                        |        | 1,74       |        |        | 1,74       |



## 24806 SYNDM OUEST PLAINE DE FRANCE

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 20/12/2017

| Numéro de compte | Libellé du compte             | Balance d'entrée |            | Opérations non budgétaires |          | Opérations budgétaires |        | Total |            | Soldes     |            |
|------------------|-------------------------------|------------------|------------|----------------------------|----------|------------------------|--------|-------|------------|------------|------------|
|                  |                               | Débit            | Crédit     | Débit                      | Crédit   | Débit                  | Crédit | Débit | Crédit     | Débit      | Crédit     |
| 4781             | Frais de poursuites rattachés |                  | 2 624,00   | 2 624,00                   |          |                        |        |       | 2 624,00   | 2 624,00   |            |
|                  | Sous-total compte 478 :       |                  | 2 624,00   | 2 624,00                   |          |                        |        |       | 2 624,00   | 2 624,00   |            |
|                  | Sous-total compte 47 :        |                  | 2 624,00   | 2 625,74                   |          |                        |        |       | 2 625,74   | 2 624,00   | 1,74       |
|                  | Total classe 4 :              | 141,36           | 2 624,00   | 2 719,06                   | 234,68   |                        |        |       | 2 860,42   | 2 858,68   | 1,74       |
| 515              | Compte au trésor              | 106 621,72       |            | 141,36                     | 2 625,74 |                        |        |       | 106 763,08 | 2 625,74   | 104 137,34 |
|                  | Sous-total compte 515 :       | 106 621,72       |            | 141,36                     | 2 625,74 |                        |        |       | 106 763,08 | 2 625,74   | 104 137,34 |
|                  | Sous-total compte 51 :        | 106 621,72       |            | 141,36                     | 2 625,74 |                        |        |       | 106 763,08 | 2 625,74   | 104 137,34 |
|                  | Total classe 5 :              | 106 621,72       |            | 141,36                     | 2 625,74 |                        |        |       | 106 763,08 | 2 625,74   | 104 137,34 |
|                  | Total Général                 | 414 235,08       | 414 235,08 | 4 387,75                   | 4 387,75 |                        |        |       | 418 622,83 | 418 622,83 | 410 083,75 |



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET  
DE LA LÉGALITÉ

Bureau des Finances Locales

A 17 - 485

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

### ARRETANT LA DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION ARGENTEUIL-BEZONS AU TITRE DU BUDGET 2016 VALANT BUDGET DE LIQUIDATION

LE PRÉFET DU VAL-D'OISE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE.

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée, notamment son article 11 ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1612-1 à L.1612-20, l'article L. 5211-26 et les articles L.5219-1 à 12 ;

VU l'arrêté du préfet de la région d'Ile-de-France du 4 mars 2015 portant schéma régional de coopération intercommunale prévoyant notamment l'adhésion de Bezons à une communauté d'agglomération du département des Yvelines ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 21 mai 2015 portant projet de création de la communauté d'agglomération « Saint Germain Boucles de Seine » par fusion des communautés d'agglomération « des boucles de la Seine » et « Saint Germain Seine et Forêt » et de la communauté de communes « Maison-Mesnil » et par extension concomitante du périmètre ainsi obtenu à la commune de Bezons en application de l'article 11 IV et V de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée ;

VU l'arrêté préfectoral n°15-611-SRCT du 18 décembre 2015, modifié par l'arrêté préfectoral n°16-215-SRCT du 3 août 2016, prenant acte de la dissolution de la communauté d'agglomération d'Argenteuil-Bezons (CAAB) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et portant organisation des opérations de liquidation de cet établissement public de coopération intercommunale ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2016 nommant Monsieur Patrick Gandon, liquidateur de la CAAB ;

VU la lettre du Président de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France du 3 août 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral n°A16-467-SRCT du 23 décembre 2016 arrêtant le compte administratif 2015 du budget principal de la CAAB ;

VU le budget primitif 2016 de la CAAB adopté par délibération n°2016/01 du 21 juin 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral n°A16-478-SRCT du 20 janvier 2017 arrêtant le budget supplémentaire 2016 de la CAAB ;

**CONSIDÉRANT** que le liquidateur a qualité d'ordonnateur de la CAAB en lieu et place de son président ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il appartient au représentant de l'État de régler le budget pour l'exercice 2016 sur la base du projet élaboré par le liquidateur et de le rendre exécutoire ;

**CONSIDÉRANT** que des factures rattachées à l'exercice 2015 doivent être intégrées au budget 2016 de la CAAB et que le montant des restes à réaliser doit être ajusté ;

**CONSIDÉRANT** que la subvention d'équilibre versée du budget principal au budget annexe création-innovation inscrite au budget primitif pour 177 000 € et augmentée au budget supplémentaire de 254 363 € peut être ramenée à **428 166,53 €** ;

**CONSIDÉRANT** que la somme inscrite au budget annexe création-innovation (431 362,76 €) présente une différence de 24 centimes avec celle qui ressort du budget principal (431 363 €), il convient de prendre en compte cette différence ;

**CONSIDÉRANT** que le virement du budget annexe assainissement au budget principal inscrit pour 2 300 000 € au budget primitif peut-être ramené à **2 147 485,76 €** ;

**CONSIDÉRANT** que la participation des communes d'Argenteuil et de Bezons inscrite au budget supplémentaire pour 3 907 946,94 € peut-être ramenée à **1 262 076,67€** ;

**SUR** proposition de Madame. la Secrétaire Générale du Val-d'Oise, par intérim ;

## **A R R Ê T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le montant de la subvention d'équilibre versée au budget annexe Création Innovation est diminué de **3 196,47 €** ;

**ARTICLE 2** : La décision modificative numéro 1 pour l'exercice 2016 du budget principal de la CAAB est arrêté conformément à l'état figurant en annexe 1 faisant apparaître :

### En section de fonctionnement

|                                  |                       |
|----------------------------------|-----------------------|
| Une augmentation des recettes de | <b>2 175 758,63 €</b> |
| Une augmentation des dépenses de | <b>2 175 758,63 €</b> |

### En section d'investissement

|                                |                       |
|--------------------------------|-----------------------|
| Une diminution des recettes de | <b>1 138 794,29 €</b> |
| Une diminution des dépenses de | <b>1 138 794,29 €</b> |

**ARTICLE 3** : Le total du budget principal de la CAAB pour l'exercice 2016 s'équilibre en recettes et en dépenses à :

8 390 069,57 € pour la section de fonctionnement  
12 876 611,59 € pour la section d'investissement

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié au liquidateur de la CAAB, aux maires des communes d'Argenteuil et de Bezons

**ARTICLE 5** : En application des dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6** : La Secrétaire Générale de la Préfecture par intérim, le liquidateur de la CAAB et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Cergy-Pontoise, le 19 DEC. 2017

Le Préfet

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de cabinet

Cécile DINDAR

**CA Argenteuil-Bezons**  
**Budget de liquidation**  
**Budget Principal**  
**Décision Modificative n°1 du Budget 2016**

| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>                    |   |                                       |   |                     |                                      |                     |
|--|---|---------------------------------------|---|---------------------|--------------------------------------|---------------------|
| Chapitre   | Libellé                                       | Budget primitif<br>Voie le 20/06/2016 | Budget supplémentaire<br>Arrêté le 20/06/2017 | TOTAL<br>BP + BS    | Projet Décision<br>modificative 2016 | Budget après DS1    |
| 011  | Charges à caractère général                   | 132 589,00                            | 253 467,42                                    | 386 056,42          | 323 635,26                           | 709 691,68          |
| 012  | Charges de personnel et frais assimilés       | 322 000,00                            | 10 150,00                                     | 332 150,00          | 2 884 528,65                         | 3 216 678,65        |
| 65   | Autre charge de gestion courante              | 665 575,00                            | -193 950,00                                   | 171 625,00          | 32 969,12                            | 204 594,12          |
| 66   | Charges financières (ICNE)                    |                                       |   |                     | 1 936 659,26                         | 1 936 659,26        |
| 67   | Charges exceptionnelles                       | 1 086 200,00                          | 2 608 323,30                                  | 3 694 523,30        | -1 072 383,03                        | 2 022 140,27        |
| 67411  | Dont versement au BA Immobilisation           | 177 000,00                            | 254 363,00                                    | 431 363,00          | -3 196,47                            | 428 166,53          |
| 022  | Dépenses imprévues                            | 100 000,00                            |   | 100 000,00          | -100 000,00                          | 0,00                |
| <i>Total dépenses réelles</i>                        |   | <i>2 306 364,00</i>                   | <i>1 777 990,72</i>                           | <i>4 084 354,72</i> | <i>4 005 409,36</i>                  | <i>8 089 764,28</i> |
| 023  | Virement à la section d'investissement        |                                       | 2 129 956,22                                  | 2 129 956,22        | -1 829 650,93                        | 300 305,29          |
| 042  | Opération d'ordre de transfert entre sections |                                       |   |                     |                                      |                     |
| <i>Total dépenses d'ordre</i>                        |   |                                       | <i>2 129 956,22</i>                           | <i>2 129 956,22</i> | <i>-1 829 650,93</i>                 | <i>300 305,29</i>   |
| <b>TOTAL</b>   |   | <b>2 306 364,00</b>                   | <b>3 907 946,94</b>                           | <b>6 214 310,94</b> | <b>2 175 758,63</b>                  | <b>8 390 069,57</b> |
| Déficit de fonctionnement reporté de N-1             |   |                                       |   |                     |                                      |                     |
| <b>TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées</b> |   | <b>2 306 364,00</b>                   | <b>3 907 946,94</b>                           | <b>6 214 310,94</b> | <b>2 175 758,63</b>                  | <b>8 390 069,57</b> |

| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>                    |  |                                       |   |                     |                                      |                     |
|--|--|---------------------------------------|---|---------------------|--------------------------------------|---------------------|
| Chapitre   | Libellé  | Budget primitif<br>Voie le 20/06/2016 | Budget supplémentaire<br>Arrêté le 20/06/2017 | TOTAL<br>BP + BS    | Projet Décision<br>modificative 2016 | TOTAL<br>BUDGET     |
| 013  | Atténuation de charges                               |                                       |   |                     | 62 108,00                            | 62 108,00           |
| 70   | Produits des services, du domaine et ventes diverses |                                       |   |                     | 35 259,34                            | 35 259,34           |
| 74   | Dotations et participations                          |                                       | 3 907 946,94                                  | 3 907 946,94        | -2 444 079,82                        | 1 463 867,12        |
| 74741  | Dont participations des participation communes       |                                       | 3 907 946,94                                  | 3 907 946,94        | -2 645 870,17                        | 1 262 076,67        |
| 75   | Autres produits de gestion courante                  | 2 300 000,00                          | -2 300 000,00                                 |                     | 3 520,40                             | 3 520,40            |
| 77   | Produits exceptionnels                               | 6 364,00                              | 2 300 000,00                                  | 2 306 364,00        | 4 518 950,71                         | 6 825 314,71        |
| 77741  | Dont virement du BA assainissement                   |                                       | 2 300 000,00                                  | 2 300 000,00        | -152 514,24                          | 2 147 485,76        |
| <i>Total dépenses réelles</i>                        |  | <i>2 306 364,00</i>                   | <i>3 907 946,94</i>                           | <i>6 214 310,94</i> | <i>2 175 758,63</i>                  | <i>8 390 069,57</i> |
| 042  | Opération d'ordre de transfert entre sections        |                                       |   |                     |                                      |                     |
| <i>Total dépenses d'ordre</i>                        |  |                                       |   |                     |                                      |                     |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>2 306 364,00</b>                   | <b>3 907 946,94</b>                           | <b>6 214 310,94</b> | <b>2 175 758,63</b>                  | <b>8 390 069,57</b> |
| Excédent de fonctionnement reporté de N-1            |  |                                       |   |                     |                                      |                     |
| <b>TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées</b> |  | <b>2 306 364,00</b>                   | <b>3 907 946,94</b>                           | <b>6 214 310,94</b> | <b>2 175 758,63</b>                  | <b>8 390 069,57</b> |

| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                    |   |                                       |   |                      |                                      |                      |
|---|---|---------------------------------------|---|----------------------|--------------------------------------|----------------------|
| Chapitre  | Libellé                                       | Budget primitif<br>Voie le 20/06/2016 | Budget supplémentaire<br>Arrêté le 20/06/2017 | TOTAL<br>BP + BS     | Projet Décision<br>modificative 2016 | TOTAL<br>BUDGET      |
|   | Opérations d'équipement                       |                                       | 33 127,88                                     | 33 127,88            |                                      | 33 127,88            |
| 16  | Emprunts de dettes assimilées                 | 3 000 000,00                          |   | 3 000 000,00         |                                      | 3 000 000,00         |
| 21  | Immobilisations corporelles                   |                                       | 8 220,00                                      | 8 220,00             |                                      | 8 220,00             |
| <i>Total dépenses réelles</i>                       |   | <i>3 000 000,00</i>                   | <i>41 347,88</i>                              | <i>3 041 347,88</i>  |                                      | <i>3 041 347,88</i>  |
| 040   | Opération d'ordre de transfert entre sections |                                       |   |                      |                                      |                      |
| <i>Total dépenses d'ordre</i>                       |   |                                       |   |                      |                                      |                      |
| <b>TOTAL</b>  |   | <b>3 000 000,00</b>                   | <b>41 347,88</b>                              | <b>3 041 347,88</b>  |                                      | <b>3 041 347,88</b>  |
| Solde d'exécution négatif reporté de N-1            |   |                                       | 8 880 170,66                                  | 8 880 170,66         |                                      | 8 880 170,66         |
| Restes à réaliser                                   |   |                                       | 2 093 887,34                                  | 2 093 887,34         | -1 138 794,29                        | 955 093,05           |
| <b>TOTAL des dépenses d'investissement cumulées</b> |   | <b>3 000 000,00</b>                   | <b>11 015 405,88</b>                          | <b>14 015 405,88</b> | <b>-1 138 794,29</b>                 | <b>12 876 611,59</b> |

| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                    |   |                                       |   |                      |                                      |                      |
|---|---|---------------------------------------|---|----------------------|--------------------------------------|----------------------|
| Chapitre  | Libellé                                       | Budget primitif<br>Voie le 20/06/2016 | Budget supplémentaire<br>Arrêté le 20/06/2017 | TOTAL<br>BP + BS     | Projet Décision<br>modificative 2016 | TOTAL<br>BUDGET      |
| 1068  | Excédents de fonctionnement capitalisés       |                                       | 5 218 680,66                                  | 5 218 680,66         |                                      | 5 218 680,66         |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                |                                       |   |                      |                                      | 0,00                 |
| 168741  | Commune membre GIP Argenteuil                 | 2 370 000,00                          |   | 2 370 000,00         |                                      | 2 370 000,00         |
| 168741  | Commune membre GIP Argenteuil                 | 630 000,00                            |   | 630 000,00           |                                      | 630 000,00           |
| <i>Total dépenses réelles</i>                       |   | <i>3 000 000,00</i>                   | <i>5 218 680,66</i>                           | <i>8 218 680,66</i>  |                                      | <i>8 218 680,66</i>  |
| 021   | Virement de la section de fonctionnement      |                                       | 2 129 956,22                                  | 2 129 956,22         | -1 829 650,93                        | 300 305,29           |
| 040   | Opération d'ordre de transfert entre sections |                                       |   |                      |                                      |                      |
| <i>Total dépenses d'ordre</i>                       |   |                                       | <i>2 129 956,22</i>                           | <i>2 129 956,22</i>  | <i>-1 829 650,93</i>                 | <i>300 305,29</i>    |
| <b>TOTAL</b>  |   | <b>3 000 000,00</b>                   | <b>7 348 636,88</b>                           | <b>10 348 636,88</b> | <b>-1 829 650,93</b>                 | <b>8 518 985,95</b>  |
| Solde d'exécution positif reporté de N-1            |   |                                       | 3 666 769,00                                  | 3 666 769,00         | 690 856,64                           | 4 357 625,64         |
| Restes à réaliser                                   |   |                                       |   |                      |                                      |                      |
| <b>TOTAL des recettes d'investissement cumulées</b> |   | <b>3 000 000,00</b>                   | <b>11 015 405,88</b>                          | <b>14 015 405,88</b> | <b>-1 138 794,29</b>                 | <b>12 876 611,59</b> |



PRÉFET DU VAL-D'OISE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET  
DE LA LÉGALITÉ

Bureau des Finances Locales

A 17 - 486

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**ARRETANT LA DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT  
DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION ARGENTEUIL-BEZONS  
AU TITRE DU BUDGET 2016  
VALANT BUDGET DE LIQUIDATION**

**LE PRÉFET DU VAL-D'OISE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE.**

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée, notamment son article 11 ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1612-1 à L1612-20, l'article L. 5211-26 et les articles L.5219-1 à 12 ;

VU l'arrêté du préfet de la région d'Ile-de-France du 4 mars 2015 portant schéma régional de coopération intercommunale prévoyant notamment l'adhésion de Bezons à une communauté d'agglomération du département des Yvelines ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 21 mai 2015 portant projet de création de la communauté d'agglomération « Saint Germain Boucles de Seine » par fusion des communautés d'agglomération « des boucles de la Seine » et « Saint Germain Seine et Forêt » et de la communauté de communes « Maison-Mesnil » et par extension concomitante du périmètre ainsi obtenu à la commune de Bezons en application de l'article 11 IV et V de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée ;

VU l'arrêté préfectoral n°15-611-SRCT du 18 décembre 2015, modifié par l'arrêté préfectoral n°16-215-SRCT du 3 août 2016, prenant acte de la dissolution de la communauté d'agglomération d'Argenteuil-Bezons (CAAB) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et portant organisation des opérations de liquidation de cet établissement public de coopération intercommunale ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2016 nommant Monsieur Patrick Gandon, liquidateur de la CAAB ;

019

**VU** la lettre du Président de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France du 3 août 2016 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°A16-471-SRCT du 23 décembre 2016 arrêtant le compte administratif 2015 du budget annexe assainissement de la CAAB ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°A16-476-SRCT du 23 décembre 2016 arrêtant le budget 2016 du budget annexe assainissement de la CAAB ;

**CONSIDÉRANT** que le liquidateur a qualité d'ordonnateur de la CAAB en lieu et place de son président ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il appartient au représentant de l'État de régler le budget pour l'exercice 2016 sur la base du projet élaboré par le liquidateur et de le rendre exécutoire ;

**CONSIDÉRANT** que des factures rattachées à l'exercice 2015 doivent être intégrées au budget 2016 du budget annexe assainissement de la CAAB et que le montant des restes à réaliser doit être ajusté ;

**CONSIDÉRANT** que le virement au budget principal inscrit pour 2 300 000 € au budget primitif peut-être ramené à **2 147 485,76 €** ;

**SUR** proposition de Madame. la Secrétaire Générale du Val-d'Oise, par intérim ;

## **A R R Ê T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le montant du virement au budget principal est diminué de **152 514,24 €** ;

**ARTICLE 2** : La décision modificative numéro 1 pour l'exercice 2016 du budget annexe assainissement de la CAAB est arrêté conformément à l'état figurant en annexe 1 faisant apparaître :

### En section de fonctionnement

|                                  |                     |
|----------------------------------|---------------------|
| Une augmentation des recettes de | <b>347 934,32 €</b> |
| Une augmentation des dépenses de | <b>188 766,11 €</b> |

### En section d'investissement

|                                |                     |
|--------------------------------|---------------------|
| Une diminution des recettes de | <b>379 237,17 €</b> |
| Une diminution des dépenses de | <b>379 237,17 €</b> |

**ARTICLE 3** : Le total du budget annexe assainissement de la CAAB pour l'exercice 2016 s'équilibre en recettes et en dépenses à :

|   |
|---|
| <b>2 653 934,32 €</b> pour la section de fonctionnement |
| <b>2 583 461,59 €</b> pour la section d'investissement  |

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié au liquidateur de la CAAB, aux maires des communes d'Argenteuil et de Bezons

**ARTICLE 5** : En application des dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6** : La Secrétaire Générale de la Préfecture par intérim, le liquidateur de la CAAB et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Cergy-Pontoise, le 19 DEC. 2017

Le Préfet

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de cabinet

Cécile DINDAR

CA Argenteuil-Bezons  
Budget de liquidation  
Budget Assainissement  
Décision Modificative n°1 du Budget 2016

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| Chapitre   | Libellé                                       | Budget primitif<br>Arrêté le 23/12/16 | Projet décision<br>Modificative 2016 | Budget après DM |
|--|---|---------------------------------------|--------------------------------------|-----------------|
| 011  | Charges à caractère général                   |                                       | 15 962,88                            | 15 962,88       |
| 65   | Autre charge de gestion courante              | 6 000,00                              | 96 812,61                            | 102 812,61      |
| 67   | Charges exceptionnelles                       | 2 300 000,00                          | 235 158,83                           | 2 535 158,83    |
| 6718   | Dont versement au budget principal            | 2 300 000,00                          | -152 514,24                          | 2 147 485,76    |
|  | Total dépenses réelles                        | 2 306 000,00                          | 347 934,32                           | 2 653 934,32    |
| 023  | Virement à la section d'investissement        |                                       |                                      |                 |
| 042  | Opération d'ordre de transfert entre sections |                                       |                                      |                 |
|  | Total dépenses d'ordre                        |                                       |                                      |                 |
| <b>TOTAL</b>   | Déficit de fonctionnement reporté de N-1      | 2 306 000,00                          | 347 934,32                           | 2 653 934,32    |
| <b>TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées</b> |   | 2 306 000,00                          | 347 934,32                           | 2 653 934,32    |

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| Chapitre   | Libellé                                       | Budget primitif<br>Arrêté le 23/12/16 | Projet décision<br>Modificative 2016 | Budget après DM |
|--|---|---------------------------------------|--------------------------------------|-----------------|
| 77   | Produits exceptionnels                        |                                       | 165 824,87                           | 165 824,87      |
| 013  | Atténuation de charges                        |                                       | 1 073,08                             | 1 073,08        |
|  | Total dépenses réelles                        |                                       | 166 897,95                           | 166 897,95      |
| 042  | Opération d'ordre de transfert entre sections |                                       |                                      |                 |
|  | Total dépenses d'ordre                        |                                       |                                      |                 |
| <b>TOTAL</b>   | Excédent de fonctionnement reporté de N-1     | 2 465 168,21                          | 21 868,16                            | 2 487 036,37    |
| <b>TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées</b> |   | 2 465 168,21                          | 188 766,11                           | 2 653 934,32    |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chapitre  | Libellé                                       | Budget primitif<br>Arrêté le 23/12/16 | Projet décision<br>Modificative 2016 | Budget après DM |
|---|---|---------------------------------------|--------------------------------------|-----------------|
|   | Opérations d'équipement                       | 580 320,00                            | 608 286,32                           | 1 188 606,32    |
| 16  | Emprunts de dettes assimilées                 | 56 341,00                             | -0,69                                | 56 340,31       |
|   | Total dépenses réelles                        | 636 661,00                            | 608 285,63                           | 1 244 946,63    |
| 040   | Opération d'ordre de transfert entre sections |                                       |                                      |                 |
|   | Total dépenses d'ordre                        |                                       |                                      |                 |
| <b>TOTAL</b>  | Solde d'exécution négatif reporté de N-1      | 636 661,00                            | 608 285,63                           | 1 244 946,63    |
|   | Restes à réaliser                             | 907 876,86                            |                                      | 907 876,86      |
| <b>TOTAL des dépenses d'investissement cumulées</b> |   | 2 204 224,42                          | 379 237,17                           | 2 583 461,59    |

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chapitre  | Libellé                                       | Budget primitif<br>Arrêté le 23/12/16 | Projet décision<br>Modificative 2016 | Budget après DM |
|---|---|---------------------------------------|--------------------------------------|-----------------|
| 1068  | Excédents de fonctionnement capitalisé        | 1 037 775,10                          | -21 868,16                           | 1 015 906,94    |
| 13111   | Agence de l'eau                               |                                       | 661 760,07                           | 661 760,07      |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                |                                       |                                      |                 |
| 23  | Immobilisations en cours                      |                                       | 2 407,33                             | 2 407,33        |
|   | Total recettes réelles                        | 1 037 775,10                          | 642 299,24                           | 1 680 074,34    |
| 021   | Virement de la section de fonctionnement      |                                       |                                      |                 |
| 040   | Opération d'ordre de transfert entre sections |                                       |                                      |                 |
|   | Total recettes d'ordre                        |                                       |                                      |                 |
| <b>TOTAL</b>  | Solde d'exécution positif reporté de N-1      | 1 037 775,10                          | 642 299,24                           | 1 680 074,34    |
|   | Restes à réaliser                             | 1 166 449,32                          | -263 062,07                          | 903 387,25      |
| <b>TOTAL des recettes d'investissement cumulées</b> |   | 2 204 224,42                          | 379 237,17                           | 2 583 461,59    |



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET  
DE LA LÉGALITÉ

Bureau des Finances Locales

A 17 - 487

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

### ARRETANT LA DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET ANNEXE CREATION-INNOVATION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION ARGENTEUIL-BEZONS AU TITRE DU BUDGET 2016 VALANT BUDGET DE LIQUIDATION

LE PRÉFET DU VAL-D'OISE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE.

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée, notamment son article 11 ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1612-1 à L.1612-20, l'article L. 5211-26 et les articles L.5219-1 à 12 ;

VU l'arrêté du préfet de la région d'Ile-de-France du 4 mars 2015 portant schéma régional de coopération intercommunale prévoyant notamment l'adhésion de Bezons à une communauté d'agglomération du département des Yvelines ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 21 mai 2015 portant projet de création de la communauté d'agglomération « Saint Germain Boucles de Seine » par fusion des communautés d'agglomération « des boucles de la Seine » et « Saint Germain Seine et Forêt » et de la communauté de communes « Maison-Mesnil » et par extension concomitante du périmètre ainsi obtenu à la commune de Bezons en application de l'article 11 IV et V de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée ;

VU l'arrêté préfectoral n°15-611-SRCT du 18 décembre 2015, modifié par l'arrêté préfectoral n°16-215-SRCT du 3 août 2016, prenant acte de la dissolution de la communauté d'agglomération d'Argenteuil-Bezons (CAAB) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et portant organisation des opérations de liquidation de cet établissement public de coopération intercommunale ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2016 nommant Monsieur Patrick Gandon, liquidateur de la CAAB ;

VU la lettre du Président de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France du 3 août 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral n°A16-469-SRCT du 23 décembre 2016 arrêtant le compte administratif 2015 du budget annexe création-innovation de la CAAB ;

VU l'arrêté préfectoral n°A16-477-SRCT du 23 décembre 2016 arrêtant le budget 2016 du budget annexe création-innovation de la CAAB ;

**CONSIDÉRANT** que le liquidateur a qualité d'ordonnateur de la CAAB en lieu et place de son président ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il appartient au représentant de l'État de régler le budget pour l'exercice 2016 sur la base du projet élaboré par le liquidateur et de le rendre exécutoire ;

**CONSIDÉRANT** que des factures rattachées à l'exercice 2015 doivent être intégrées au budget 2016 du budget annexe création-innovation de la CAAB ;

**CONSIDÉRANT** que la subvention d'équilibre versée du budget principal au budget annexe création-innovation inscrite au budget primitif pour 177 000 € et augmentée au budget supplémentaire de 254 363 € peut être ramenée à **428 166,53 €** ;

**CONSIDÉRANT** que la somme inscrite au budget annexe création-innovation (431 362,76 €) présente une différence de 24 centimes avec celle qui ressort du budget principal (431 363 €), il convient de prendre en compte cette différence ;

**SUR** proposition de Madame. la Secrétaire Générale du Val-d'Oise, par intérim ;

## **A R R Ê T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le montant de la subvention d'équilibre versée du budget principal est diminué de **3 196,23 €** ;

**ARTICLE 2** : La décision modificative numéro 1 pour l'exercice 2016 du budget annexe création-innovation de la CAAB est arrêté conformément à l'état figurant en annexe 1 faisant apparaître :

### En section de fonctionnement

|                                |                   |
|--------------------------------|-------------------|
| Une diminution des recettes de | <b>2 282,65 €</b> |
| Une diminution des dépenses de | <b>2 282,65 €</b> |

**ARTICLE 3** : Le total du budget annexe création-innovation de la CAAB pour l'exercice 2016 s'équilibre en recettes et en dépenses à :

|   |
|---|
| <b>429 080,11 €</b> pour la section de fonctionnement |
| <b>16 439,13 €</b> pour la section d'investissement   |

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié au liquidateur de la CAAB, aux maires des communes d'Argenteuil et de Bezons

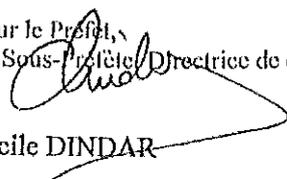
**ARTICLE 5** : En application des dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6** : La Secrétaire Générale de la Préfecture par intérim, le liquidateur de la CAAB et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Cergy-Pontoise, le 19 DEC. 2017

Le Préfet

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète/Directrice de cabinet

  
Cécile DINDAR

**CA Argenteuil-Bozons**  
**Budget de liquidation**  
**Budget Innovation création**  
**Décision Modificative n°1 du Budget 2016**

| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>                    |  |                                       |                               |                   |
|--|--|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|
| Chapitre   | Libellé                                  | Budget primitif<br>Arrêté le 23/12/16 | Décision<br>Modificative 2016 | Budget après DM   |
| 67   | Charges exceptionnelles                  | 178 500,00                            | -2 282,65                     | 176 217,35        |
| <i>Total dépenses réelles</i>                        |  | 178 500,00                            | -2 282,65                     | 176 217,35        |
| 023  | Virement à la section d'investissement   | 16 439,13                             |                               | 16 439,13         |
| <i>Total dépenses d'ordre</i>                        |  | 16 439,13                             |                               | 16 439,13         |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>194 939,13</b>                     | <b>-2 282,65</b>              | <b>192 656,48</b> |
|  | Déficit de fonctionnement reporté de N-1 | 236 423,63                            |                               | 236 423,63        |
| <b>TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées</b> |  | <b>431 362,76</b>                     | <b>-2 282,65</b>              | <b>429 080,11</b> |

| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>                    |   |                                       |                               |                   |
|--|---|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|
| Chapitre   | Libellé                                       | Budget primitif<br>Arrêté le 23/12/16 | Décision<br>Modificative 2016 | Budget après DM   |
| 75   | Autres produits de gestion courante           |                                       | 126,18                        | 126,18            |
| 77   | Produits exceptionnels                        | 431 362,76                            | -2 408,83                     | 428 953,93        |
| 774  | <i>dont subvention du Budget Principal</i>    | 431 362,76                            | -3 196,23                     | 428 166,53        |
| <i>Total dépenses réelles</i>                        |   | 431 362,76                            | -2 282,65                     | 429 080,11        |
| 042  | Opération d'ordre de transfert entre sections |                                       |                               |                   |
| <i>Total dépenses d'ordre</i>                        |   |                                       |                               |                   |
| <b>TOTAL</b>   |   | <b>431 362,76</b>                     | <b>-2 282,65</b>              | <b>429 080,11</b> |
|  | Excédent de fonctionnement reporté de N-1     |                                       |                               |                   |
| <b>TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées</b> |   | <b>431 362,76</b>                     | <b>-2 282,65</b>              | <b>429 080,11</b> |

| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                    |  |                                       |                               |                  |
|---|--|---------------------------------------|-------------------------------|------------------|
| Chapitre  | Libellé                                  | Budget primitif<br>Arrêté le 23/12/16 | Décision<br>Modificative 2016 | Budget après DM  |
|   | Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | 14 386,61                             |                               | 14 386,61        |
|   | Restes à réaliser                        | 2 052,52                              |                               | 2 052,52         |
| <b>TOTAL des dépenses d'investissement cumulées</b> |  | <b>16 439,13</b>                      |                               | <b>16 439,13</b> |

| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                    |   |                                       |                               |                  |
|---|---|---------------------------------------|-------------------------------|------------------|
| Chapitre  | Libellé                                       | Budget primitif<br>Arrêté le 23/12/16 | Décision<br>Modificative 2016 | Budget après DM  |
| 021   | Virement de la section de fonctionnement      | 16 439,13                             |                               | 16 439,13        |
| 040   | Opération d'ordre de transfert entre sections |                                       |                               |                  |
| <i>Total dépenses d'ordre</i>                       |   | 16 439,13                             |                               | 16 439,13        |
| <b>TOTAL</b>  |   |                                       |                               |                  |
|   | Solde d'exécution positif reporté de N-1      |                                       |                               |                  |
|   | Restes à réaliser                             |                                       |                               |                  |
| <b>TOTAL des recettes d'investissement cumulées</b> |   | <b>16 439,13</b>                      |                               | <b>16 439,13</b> |

**ARRETE N° DOS-2017-2140**  
**Fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires**  
**de la région Ile-de-France**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE**  
**ILE-DE-FRANCE**

**Vu** le code de la santé publique et notamment les articles L.1435-5, L.6314-1 et R.6315-1 à R. 6315-6 ;

**Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**Vu** la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

**Vu** le décret n°2010-809 du 13 juillet 2010 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins (articles 2 à 5 non codifiés) ;

**Vu** le décret n°2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;

**Vu** le décret n°2012-271 du 27 février 2012 relatif au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;

**Vu** le décret n°2016-1012 du 22 juillet 2016, relatif à la mise en place d'un numéro d'appel national d'accès à la permanence des soins ambulatoires ;

**Vu** l'arrêté du 20 avril 2011 relatif à la rémunération des médecins participant à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

**Vu** l'arrêté du 22 septembre 2011 portant approbation de la convention nationale des médecins du 26 juillet 2011 ;

**Vu** l'arrêté du 20 octobre 2011 fixant les règles de traçabilité des appels traités dans le cadre de la permanence des soins en médecine ambulatoire, pris en application de l'article R. 6315-3 du code de la santé publique ;

**Vu** l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie relatif au cahier des charges régional en date du 23 novembre 2017 ;

**Vu** les avis favorables :

- du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires de Paris relatif au cahier des charges régional en date du 30 novembre 2017 ;

- 
- 
- 
- du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires de Seine-et-Marne relatif au cahier des charges régional en date du 12 décembre 2017 ;
  - du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires des Yvelines relatif au cahier des charges régional en date du 7 décembre 2017 ;
  - du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires de l'Essonne relatif au cahier des charges régional en date du 30 novembre 2017 ;
  - du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires des Hauts-de-Seine relatif au cahier des charges régional en date du 7 décembre 2017 ;
  - du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires de Seine-Saint-Denis relatif au cahier des charges régional en date du 29 novembre 2017 ;
  - du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires du Val-de-Marne relatif au cahier des charges régional en date du 18 décembre 2017 ;
  - du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires du Val-d'Oise relatif au cahier des charges régional en date du 30 novembre 2017 ;

**Vu les avis favorables :**

- du conseil départemental de l'ordre des médecins de Paris relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département en date du 19 décembre 2017 ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins des Hauts-de-Seine relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département en date du 21 novembre 2017 ;

**Vu les avis réputés rendus en application de l'article R.6315-6, dernier alinéa :**

- du conseil départemental de l'ordre des médecins des Seine-et-Marne relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins des Yvelines relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins d'Essonne relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins de Seine-Saint-Denis relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins du Val-de-Marne relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département ;

- 
- 
- du conseil départemental de l'ordre des médecins du Val-d'Oise relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département ;

**Vu les avis favorables :**

- du préfet de police de Paris relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département en date du 7 décembre 2017 ;
- du préfet de département de Seine-et-Marne relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département en date du 14 décembre 2017 ;
- du préfet de département des Hauts-de-Seine relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département en date du 14 décembre 2017 ;
- du préfet de département du Val-d'Oise relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département en date du 18 décembre 2017 ;

**Vu les avis réputés rendus en application de l'article R.6315-6, dernier alinéa :**

- du préfet de département des Yvelines relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département ;
- du préfet de département d'Essonne relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département ;
- du préfet de département de Seine-Saint-Denis relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département ;
- du préfet de département du Val-de-Marne relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département ;

**Vu l'avis de l'Union Régionale des Professionnels de Santé représentant les médecins relatif au cahier des charges régional en date du 20 décembre 2017 ;**

**Considérant** que le cahier des charges de la permanence des soins ambulatoires est conforme aux dispositions du code de la santé publique (article R 6315-1 et suivants) ;

**Considérant** que l'organisation et les rémunérations inscrites dans ce cahier des charges sont conformes à l'arrêté du 20 avril 2011 à la rémunération des médecins participant à la permanence des soins ambulatoires ;

**Considérant** que le dispositif de permanence des soins ambulatoires est une réponse médicale aux demandes de soins non programmés assurée en dehors des horaires d'ouverture des cabinets libéraux et des centres de santé, et qu'à ce titre, il doit être organisé, en fonction des besoins de la population évalués et de l'offre de soins existante ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires (PDSA) pour la région Ile-de-France est annexé au présent arrêté.

Il est consultable en ligne sur le site internet de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à l'adresse suivante :

<http://sante-iledefrance.fr/PDSA/2018/PDSA-Cahier-des-charges-2018.pdf>

Il peut également être consulté en version papier dans les locaux :

- du siège de l'Agence régionale de santé Ile-de-France, 35 rue de la Gare à Paris ;
- de chaque délégation départementale de l'Agence régionale de santé Ile-de-France :
  - délégation départementale de Paris, 35 rue de la Gare à Paris ;
  - délégation départementale de Seine-et-Marne, 13 avenue Pierre Point à Lieusaint ;
  - délégation départementale des Yvelines, 143 boulevard de la Reine à Versailles ;
  - délégation départementale de l'Essonne, 6/8 rue Prométhée à Evry ;
  - délégation départementale des Hauts-de-Seine, 55 avenue des Champs Pierreux à Nanterre ;
  - délégation départementale de Seine-Saint-Denis, 5/7 promenade Jean Rostand à Bobigny ;
  - délégation départementale du Val-de-Marne, 25 chemin des Bassins à Créteil ;
  - délégation départementale du Val-d'Oise, 2 avenue de la Palette à Cergy-Pontoise.

**Article 2** : L'arrêté du directeur général de l'ARS Ile-de-France N°DOS-2016-460 du 19 décembre 2016 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires de la région Ile-de-France pour 2017 est abrogé.

**Article 3** : Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 4** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 5** : Le Directeur de l'offre de soins et les délégués départementaux de l'Agence régionale de santé Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

---

---

**Article 6** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris, préfecture de la région Ile-de-France ainsi qu'aux recueils des actes administratifs des préfectures des départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise.

Fait à Paris, le 21 décembre 2017

Le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Ile-de-France

**Signé**

Christophe DEVYS

Arrêté n° DOS-2017-2140 du 21 décembre 2017 et son annexe fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires (PDSA) pour la région Ile-de-France fixé par arrêté du DGARS.

Annexe de n° DOS-2017-2140 du 21 décembre 2017 fixant le cahier des charges régional de la permanence de soins ambulatoires (PDSA) pour la région d'Ile-de-France applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ce document est consultable sur le site internet de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France et sur le Portail d'Accompagnement des Professionnels de Santé (PAPS) :

<http://sante-iledefrance.fr/PDSA/2018/PDSA-Cahier-des-charges-2018.pdf>

Il est également consultable sur place au siège et dans les délégations départementales de l'ARS-IDF.

## Direction départementale des finances publiques du Val-d'Oise

### Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts Liste établie à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2018

| <b>Services des Impôts des Particuliers</b> |  |
|---|--|
| <b>Noms</b>                                 | <b>Responsables des services</b>                                     |
| Mme Vivianne VINCENT                        | Service des Impôts des Particuliers d'Argenteuil-Extérieur           |
| Mme Lisa SERRA SEGUI                        | Service des Impôts des Particuliers d'Argenteuil-Ville               |
| M. Serge ARNAL                              | Service des Impôts des Particuliers de Cergy-Pontoise-Est            |
| Mme Carole WAISS                            | Service des Impôts des Particuliers de Cergy-Pontoise-Ouest          |
| M. Jean-Marc SEGURA                         | Service des Impôts des Particuliers d'Ermont                         |
| M. Christophe REYNAUD                       | Service des Impôts des Particuliers de Garges-les-Gonnesse-Centre    |
| Mme Nelly EECHAUTE                          | Service des Impôts des Particuliers de Garges-les-Gonnesse-Extérieur |
| Mme Marie-Thérèse QUENETTE                  | Service des Impôts des Particuliers de Saint-Leu-la Forêt            |
| <b>Services des Impôts des Entreprises</b>  |  |
| <b>Noms</b>                                 | <b>Responsables des services</b>                                     |
| Mme Michèle WOHLNICH                        | Service des Impôts des Entreprises d'Argenteuil                      |
| Mme Marie TEULIERE                          | Service des Impôts des Entreprises de Cergy-Pontoise-Est             |
| Mme Blandine THEVENET                       | Service des Impôts des Entreprises de Cergy-Pontoise-Ouest           |
| M. Christian LAGARDETTE                     | Service des Impôts des Entreprises d'Ermont                          |
| Mme Laurence MACHARD- KERDELHUE             | Service des Impôts des Entreprises de Garges-les-Gonnesse-Extérieur  |
| M. Jean-Philippe COULON                     | Service des Impôts des Entreprises de Garges-les-Gonnesse-Centre     |
| Mme Françoise MARCHAT                       | Service des Impôts des Entreprises de Saint-Leu-la Forêt             |
| <b>Pôles de Contrôle et d'expertise</b>     |  |
| <b>Noms</b>                                 | <b>Responsables des services</b>                                     |
| M. Jacques TERRENOIRE                       | Pôle de Contrôle et d'Expertise d'Argenteuil                         |
| Mme Evelyne MARTINAIS, intérim              | Pôle de Contrôle et d'Expertise de Cergy-Pontoise                    |
| Mme Nadine LEROY                            | Pôle de Contrôle et d'Expertise de Garges-les-Gonnesse               |
| M. Thierry SPECQ                            | Pôle de Contrôle et d'Expertise de Saint-Leu-la Forêt                |
| <b>Brigades</b>                             |  |
| <b>Noms</b>                                 | <b>Responsables des services</b>                                     |
| Mme Mireille DAMERVILLE                     | 1 <sup>ère</sup> Brigade départementale de vérification              |

|   |   |
|---|---|
| M. Yannick LAMARQUE                                     | 3ème Brigade départementale de vérification                   |
| M. Thierry GIOVANNONI                                   | 4ème Brigade départementale de vérification                   |
| M. Dominique AN   | 5ème Brigade départementale de vérification                   |
| Mme Valérie DEPROST                                     | 6ème Brigade départementale de vérification                   |
| M. Jean-Raphaël ROCHER                                  | Brigade départementale de contrôle du revenu et du patrimoine |
| Mme Béatrice CARON                                      | Brigade départementale de contrôle sur pièces                 |
| <b>Service Départemental des Impôts Fonciers (SDIF)</b> |   |
| <b>Noms</b>   | <b>Responsables des services</b>                              |
| M. Quentin LANGLOIS<br>Mme Corinne MERRE par intérim    | SDIF Cergy-Pontoise   |
| M. Thierry LASSALLE<br>M. Quentin LANGLOIS par intérim  | SDIF Ermont   |
| <b>Services de publicité foncière</b>                   |   |
| <b>Noms</b>   | <b>Responsables des services</b>                              |
| M. Bernard ROURE  | Service de publicité foncière de Cergy-Pontoise 1             |
| M. Bernard ROURE, intérim                               | Service de publicité foncière de Cergy-Pontoise 4             |
| Mme Marie- Pierre LEBOURG                               | Service de publicité foncière de Saint-Leu-la-Forêt 2         |
| M. André ZAEFFEL  | Service de publicité foncière de Saint-Leu-la Forêt 3         |
| <b>Pôle de Recouvrement Spécialisé</b>                  |   |
| Mme Véronique FREMAUX                                   | Pôle de Recouvrement Spécialisé                               |
| <b>Trésoreries</b>                                      |   |
| <b>Nom</b>  | <b>Responsables des services</b>                              |
| Mme Martine VINTZEL                                     | Trésorerie de Beaumont-sur-Oise                               |
| Mme Valérie GAUSSIN                                     | Trésorerie d'Ecouen   |
| Mme Marie-Pierre BASTIN                                 | Trésorerie d'Enghien-les-Bains                                |
| Mme Valérie GAUSSIN, intérim                            | Trésorerie d'Ezanville  |
| M. Michel HUBSCHWERLIN                                  | Trésorerie de Gonesse   |
| M. Patrice FONTAINE                                     | Trésorerie de l'Isle-Adam                                     |
| M. Patrick MOLLET                                       | Trésorerie de Louvres-Goussainville                           |
| M. Marc HELLEN  | Trésorerie de Luzarches                                       |
| Mme Anne-Marie MACCURY                                  | Trésorerie de Magny-en-Vexin                                  |
| Mme Patricia PRESSEDA                                   | Trésorerie de Marines   |
| M. Eric HIROQUOY  | Trésorerie de Villiers-le-Bel                                 |



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU VAL D'OISE**  
5 Avenue Bernard Hirsch  
CS 20104  
95010 CERGY-PONTOISE Cedex

**Arrêté n° 2017 - 112 portant fermeture exceptionnelle  
des services de la direction départementale des finances publiques  
du Val-d'Oise les 30 avril, 24 décembre et 31 décembre 2018**

L'administratrice générale des finances publiques, directrice départementale des finances publiques  
du Val-d'Oise,

**VU** le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

**VU** les articles 26 et 43 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services publics de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

**VU** le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

**VU** le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 17-004 du 9 janvier 2017 portant délégation de signature de M. Jean-Yves LATOURNERIE, préfet du Val-d'Oise, à Mme Sophie MAHIEUX, directrice départementale des finances publiques du Val-d'Oise en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques du Val-d'Oise ;

**Arrête :**

**Article 1 :** Tous les services des centres des finances publiques du département du Val-d'Oise, ainsi que les services de direction de la direction départementale des finances publiques seront fermés au public le lundi 30 avril 2018, le lundi 24 décembre et le lundi 31 décembre 2018.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le Val-d'Oise.

Fait à Cergy Pontoise, le 20 décembre 2017

Par délégation du préfet,  
la directrice départementale des finances publiques du  
Val-d'Oise,

Sophie MAHIEUX